

Le Monde -

Au Tchad, des banques de céréales transforment la vie des paysans

Alors que le refinancement du Sahel est à l'ordre du jour de l'ONU, le pays a inventé sa propre solution contre la sous-nutrition avec un système de banques qui prête du mil.

Par Augustin Campos Publié le 20 octobre 2020 à 19h00, mis à jour hier à 16h11



La gestion des banques de céréales est, dans certains villages, un immense défi en raison de l'analphabétisme qui touche 75 % de la population tchadienne. Ici, en janvier 2020 dans le village de Tchelmé. AUGUSTIN CAMPOS

Assis à l'ombre d'un bâtiment en pierre, une djellaba trop large sur les épaules, Zakaria Zachari se repose un peu, heureux de mesurer combien la vie de son village de Tchelmé a changé. Mais il sait aussi le temps qu'il a fallu pour que, sur sa terre sahélienne fragilisée par le dérèglement climatique et la désertification, le prix de la boule de mil qui nourrit midi et soir les familles ne dépende plus des usuriers de la ville.

Il y a quinze ans, quand les stocks étaient épuisés, à la saison des pluies, Zakaria Zachari prenait la route de Bitkine, à 7 kilomètres, avec sa femme. « On achetait le mil à un chef qui

en stockait de grandes quantités, on le ramenait ici sur nos têtes, se souvient ce père de huit enfants. L'année suivante, il fallait le rembourser en lui donnant le double de l'emprunt. C'était beaucoup. » Ceux qui ne pouvaient payer étaient forcés de travailler dans le champ de leur créancier et d'abandonner leur récolte.

Aujourd'hui, la famille de Zakaria Zachari mange à sa faim, ce qui n'est pas le cas d'un quart de la population du [Tchad](#) en insécurité alimentaire. Face à cette situation qui ne cesse de se dégrader au Sahel, les Nations unies espèrent mobiliser 2,4 milliards de dollars (quelque 2 milliards d'euros) lors de la table ronde ministérielle organisée ce mardi 20 octobre. Sur la zone, plus de 13 millions de personnes ont besoin d'aide d'urgence.

La clé du succès, à Tchelmé, c'est la création en 2005 d'une banque de céréales, l'une des premières de la province du Guéra. *« Désormais, raconte l'agriculteur, je prends le mil ici sur place et je repars labourer. Et l'année d'après, je rembourse 10 coros – unité de mesure, équivalent à 25 kg – en plus des 40 empruntés »*, explique l'homme au visage émacié, membre du comité de gestion de la banque aux côtés de cinq autres paysans.

Manger sans se ruiner

Gérées par les villageois, les 357 banques de la province sont chapeautées par la Fédération des banques de céréales du Guéra. Un réseau qui permet à 260 000 personnes de manger sans se ruiner en remboursements à des taux raisonnables. Les banques en nature ont même réussi à composer avec certains chefs de village – qui jugeaient le paiement d'un intérêt contraire à la loi coranique – et peuvent reporter d'un an les remboursements en cas de mauvaise récolte. *« Les intérêts servent à grossir les réserves pour permettre à plus de gens d'emprunter chaque année dans le village »*, souligne Youssouf Hamadène, paysan animateur des banques de céréales.

Membre de l'une des cinq associations locales auxquelles la fédération délègue progressivement la mission de superviser les banques, ce dernier est chargé depuis 2006 de faire le lien entre la fédération et quarante-cinq villages dispersés dans la brousse au sud de Mongo, le chef-lieu du Guéra, et de faire rentrer les graines dues. Ils reçoivent entre 100 et 200 kg de mil de chaque banque, une fois par an.

Un travail compliqué par la corruption de quelques membres et l'analphabétisme, qui touche 75 % de la population tchadienne. Dans six villages de sa zone, personne n'est lettré. Alors, *« il faut y aller assez régulièrement pour prendre note de toutes les entrées et sorties de grain »*, souligne l'animateur qui substitue les coups de fil aux visites lorsque, à la saison des pluies, certaines localités ne sont plus accessibles.

« Au début des années 2000, le FIDA [Fonds international de développement agricole] avait lancé un projet de banques de céréales, raconte Franco Martellozzo, le président de la fédération. A ce moment-là, je me suis dit que nos banques allaient disparaître, puisque eux disposaient de moyens et d'experts. En fait, après deux ans, c'est le projet du FIDA qui a commencé à battre de l'aile. Le directeur est venu me voir et m'a demandé si nous pouvions intervenir et s'occuper de leurs banques qui étaient en train de s'écrouler. »

« Des paysans engagés »

Prêtre jésuite italien installé depuis 1993 dans cette province dont la population est à 95 % musulmane, Franco Martellozzo a construit son réseau de banques autour d'animateurs bénévoles, rémunérés en mil par les banques. Pragmatique, l'homme a voulu installer une structure qui ne dépende de personne. *« Ici, il faut des projets à très long terme pour voir une amélioration concrète. Cela veut dire que, pour salarier les animateurs, il faut le faire sur de longues années. Personne n'est prêt à financer ça »*, dit-il, conscient que les projets des ONG, durent rarement plus de trois ans.



Apprendre à manier la charrue est l'une des formations délivrées par la Fédération des banques de céréales. Ici, en janvier 2020 près du village de Tchelmé. AUGUSTIN CAMPOS

Youssouf Hamadène, animateur depuis 2006, confesse qu'il lui a fallu beaucoup de temps pour tisser une relation de confiance avec les différentes communautés dadjo, bidjo, migami, kenga, dangaléat... *« Au départ, ils nous prenaient pour des agents de développement du Parsat [Projet d'amélioration de la résilience des systèmes agricoles au Tchad, financé par le FIDA et l'Etat tchadien] ou d'Oxfam ; ils étaient méfiants. Mais au fil du temps, ils se sont rendu compte que nous sommes des paysans engagés, justes là pour les aider »*, se souvient le père de sept enfants.

La formule fonctionne même suffisamment bien pour que de grandes organisations fassent désormais appel à leurs services. Celles-là mêmes *« qui dans certains villages concurrençaient le système des banques avec leurs distributions de mil gratuit »*, se souvient

Wilfried Armel Mabondzo, anthropologue congolais, auteur d'une thèse sur les banques de céréales.

A plus de deux heures de piste de Tchelmé, au milieu des tiges de mil jaunies orphelines de leurs épis et des morceaux de terre nue, on aperçoit Oubi Bago, son forage d'eau potable, son grenier à céréales et son tentaculaire acacia. A l'ombre de ses feuilles, une cinquantaine de villageois assistent à une formation à la charrue à traction animale organisée par la fédération.

« Transpirer un peu pour avoir sa charrue »

« *C'est destiné aux hommes, mais aussi et surtout aux femmes, car ce sont elles qui ont les journées les plus longues* », lance l'animateur, en arabe, devant la petite assemblée. Sur trois jours, il enseignera des techniques agroécologiques et le maniement d'outils, qui ont déjà fait leurs preuves en permettant aux agriculteurs de labourer l'ensemble de leur champ et de doubler voire tripler ainsi leurs rendements.

Ici, contrairement aux formations organisées par le Programme alimentaire mondial (PAM) ou de l'ONG Oxfam, les villageois ne reçoivent pas de d'indemnités, ces fameux *per diem* versés en échange d'une simple présence. « *Si vous voulez la formation, vous venez, ce n'est pas de l'argent qu'on va vous donner* », explique Franco Martellozzo. Et pas de distribution de matériel gratuit, même si la fédération subventionne à hauteur de 50 % les charrues.

« *Notre philosophie, c'est de ne rien donner. Il faut que le paysan considère que c'est utile pour lui et transpire un peu pour avoir sa charrue, sinon il ne va pas même pas l'utiliser. Cela s'est déjà vu par le passé* », justifie le prêtre italien. En deux ans, plus de 1 500 charrues ont été vendues.

Depuis 2017, le PAM, principal organisme de la région et prix Nobel de la paix cette année, rompu à l'urgence humanitaire, se tourne lui aussi vers ces stratégies de long terme dans le Guéra ; comme les bailleurs. Mais pour le président de la fédération, âgé de 82 ans, l'idéal serait « *qu'il n'y ait plus d'intervention extérieure à terme, ni de structure étrangère car, à ce compte-là, ce n'est pas du vrai développement* ».

D'autres pas ont été franchis dans les nombreux villages où les habitants ont pris conscience qu'il faut emprunter même après de bonnes récoltes, sans quoi le mil stocké pourrit. Lorsque la disette menacera à nouveau, des vivres seront ainsi disponibles. Un filet de sécurité face à l'imprévisibilité croissante des pluies dans le Sahel.

Dernière illustration en date : cette année, pour la première fois depuis longtemps, les premières gouttes sont tombées en mai, avant de se retirer un mois et demi durant ; puis de reprendre de plus belle mi-juillet, pour ne plus s'arrêter jusqu'à aujourd'hui.